

SOMMAIRE

EN BREF p.3

Droit de vote pour tous
Sevil Sevimli libérée ?!

DOSSIER p.4/5

Mort de l'industrie et du CDI
Apprentissage, changeons de méthode
ANI, le travail c'est la maladie ?
Interview de Jean-François Bolzinger

SPORT p.6

Hand : La jupette, c'est non !
Foot Business : dérive d'un sport populaire

INTERNATIONAL p.7

Trois ans de processus révolutionnaire en Tunisie



**LA PRÉCARITÉ
C'EST PAS
UN MÉTIER !**



TOUT PEUT ARRIVER...

9 mars. Dublin. Aviva Stadium. Mi-temps du match du tournoi des 6 nations. La France est menée 13 à 3, notre pack se fait laminer et Michalak est dans un mauvais jour. Accoudés au bar pour oublier les 40 premières minutes, mon pote Franck me lance « La cuillère de bois, elle est pour nous ! ». Moi, en reprenant une gorgée d'un fameux breuvage irlandais, je réponds « Attends, tout peut arriver ! ». Lorsque l'arbitre siffle la fin de la rencontre, le tableau d'affichage annonce 13-13. Inenvisageable une heure avant. Le XV de France avaient décidé de se réveiller, de lutter, pour finalement arracher ce match nul. On pouvait serrer dignement la main de nos voisins irlandais et se diriger vers le bar pour leur payer un coup. L'honneur était sauf.

Pourquoi raconter tout cela ? Parce que partout dans le monde, un sentiment de fatalisme, un pessimisme ambiant et une morosité généralise progressent. Ce n'est pas moi qui le dit, ce sont les nombreux sondages qui le montrent : « Les Français ont peur ! ».

Et quoi de plus normal d'être un peu flippés quand on voit augmenter le chômage et les plans sociaux, se détricoter notre modèle social et se déclarer des guerres aux quatre coins du monde... Et ils sont nombreux pour nous expliquer « qu'on ne pas faire autrement, et qu'il va falloir se serrer la ceinture ! ».

Alors que faire ? Attendre patiemment que les patrons voyous tels Ghosn, Arnault ou Bettencourt soient enfin rassasiés et se disent « c'est bon, on a assez d'argent, on va peut être en laisser un peu aux autres » ? Ou attendre que la CFDT et le Medef se réveillent un matin en se disant que l'accord sur l'emploi qu'ils ont signé va trop loin ?

Évidemment que non. Car quand les peuples s'en mêlent, nous pouvons renverser des montagnes. Comme le peuple islandais qui en 2011 a refusé par référendum de rembourser la dette illégitime ou encore ceux qui de l'autre côté de la Méditerranée renversent des dictateurs que l'on pensait indéboulonnables.

Il reste encore beaucoup à faire, ici et dans le monde. Il va nous falloir nous retrousser les manches, pour obtenir une formation de qualité et un emploi stable pour chaque jeune. Pour conquérir le droit de vote des résidents étrangers. Ou encore pour construire une paix juste et durable en Palestine après les victoires importantes remportées ces deux dernières années.

Tout peut arriver ... c'est à nous de jouer !



Fabien Gay

PROFITEZ DE NOTRE NOUVELLE OFFRE D'ABONNEMENT

Découvrez et faites découvrir la
Formule week-end de l'Humanité
L'HUMANITÉ DES DÉBATS
+
L'HUMANITÉ DIMANCHE



Je choisis la formule et le mode de règlement :

- > Abonnement un an
- > Abonnement un an
- > Abonnement 6 mois

- Par prélèvement mensuel : 17€ par mois
- Par chèque : 200€
- Par chèque : 110€

Nom Prénom

Adresse

Ville Code postal

Téléphone Adresse e-mail

Joindre obligatoirement un RIB ou le règlement à ce bon et retourner le tout à :
L'Humanité, Direction des abonnements, 5, rue Pleyel, Immeuble Calliope, 93528 Saint-Denis CEDEX

L'Humanité
DU JOURNAL DU PEUPLE POUR TOUS LES FRANÇAIS

L'HUMANITÉ
DIMANCHE

DROIT DE VOTE POUR TOUS : 32 ANS DE DÉLAI D'ATTENTE

Alors qu'elle fête ses 32 ans, la proposition de donner aux étrangers hors-Union Européenne le droit de vote aux élections locales, 50^{ème} engagement de Hollande, vient de prendre un sacré coup avec le récent recul du gouvernement.

L'absence de cette proposition dans la prochaine réforme constitutionnelle est injuste ! Selon le gouvernement, la situation politique ne s'y prêterait pas, il n'y aurait pas la majorité requise pour un changement constitutionnel. Mais il n'y a que les combats qu'on ne mène pas qui sont perdus d'avance ! En 2011, l'Assemblée et le Sénat avaient déjà validé cette proposition, seule la volonté politique de l'appliquer a fait défaut. Pire que de renoncer, c'est priver une partie importante des classes populaires de ce pays du droit de choisir et d'exister. Travaillant, payant des impôts,

Comment se plaindre de l'abstention de certains et confisquer à d'autres ce droit fondamental ?

ayant une vie de famille, en formation, certains votent déjà : aux élections professionnelles, aux élections étudiantes, et aux élections locales pour les ressortissants de l'UE. Mais ils ont encore un pied en dehors d'une citoyenneté pleine et entière permettant de participer aux grands choix politiques. Une injustice qui perpétue une catégorie de sous-citoyens, n'ayant pas les mêmes droits que les autres. On prétexte le risque de Mairies arrachées par de dangereux communautaires, comme cette élue UMP qui déclarait : « Si vous voulez que nos villes deviennent Bamako-sur-Seine et Ghaza-sur-Marne... », ces fausses intentions qu'on prête aux étrangers, en rappellent étrangement d'autres, qu'on exhibe à chaque fois qu'on veut priver l'ensemble du peuple de s'exprimer, ou mépriser ce qu'il a décidé. « Que le peuple se soumette, ou qu'il se taise ! » Comment se plaindre de l'abstention de certains, et priver d'autres de ce droit fondamental ? La carte d'électeur est pourtant une arme qui nous a permis de chasser la droite du pouvoir !

C'est une bataille vitale au regard

des récentes déclarations du ministre de l'Intérieur, Manuel Valls, qui affirme que les Roms, citoyens de l'Union Européenne, interdits de travail sur le territoire « ne souhaitent pas « s'intégrer ». Comme si on construisait le vivre ensemble sur l'injustice ...

En portant le débat sur la citoyenneté et ses droits, on entre radicalement en bataille face à la droite et l'extrême droite sur les « français d'origine étrangère » ou sur les immigrés accusés de « nous » coûter, de chercher à tout prix à nous envahir, de dénaturer une « identité nationale » fantasmée. Les mêmes qui au siècle dernier, nous promettaient la mort de la famille, si on permettait aux femmes de voter. Dans ce long chemin vers un véritable suffrage universel, loin de celui réservé aux riches et aux puissants, une centaine d'organisations sont prêtes à gagner de haute lutte cette nouvelle étape. Étendre le vote populaire, et la démocratie au sens de « pouvoir du peuple » à tous ceux et dans tous les lieux où ils sont absents, une insurrection salutaire pour la liberté et l'égalité.

Matthieu Brunet



© DR

LIBRE ! ... LIBRE ?

Sevil Sevimli, l'étudiante franco-turque revenait enfin à Lyon le 20 février. Après 3 mois d'incarcération suivis d'assignation à résidence, 3 procès et une condamnation à 62 mois de prison ferme pour « propagande ».

La répression féroce menée par le premier ministre Recep Tayyip Erdoğan au nom de la lutte contre le terrorisme est connue. Human Right watch publiait en 2010 le rapport « Quand protester devient un crime terroriste : De l'usage arbitraire des lois antiterroristes pour poursuivre et incarcérer les manifestants en Turquie ». Fin 2012, c'est Reporters Sans Frontières qui qualifiait la Turquie de première prison au monde pour les journalistes, avec plus de 70 travailleurs de l'information enfermés; s'ajoutent les milliers d'incarcérations à motif politique : élus, militants, syndicalistes, avocats, étudiants. Durant l'été 2012, Fabius, ministre des Affaires étrangères a pourtant renforcé les accords policiers et

militaires Franco-Turques en y intégrant une collaboration dans le domaine de la « gestion démocratique des foules », ces accords qui avaient fait tant de dégât en Tunisie, et qui montrent que la soif de pétrole prime sur celle de justice.

« Le combat continue, il y a des milliers de personnes emprisonnées en Turquie pour les mêmes raisons que moi »

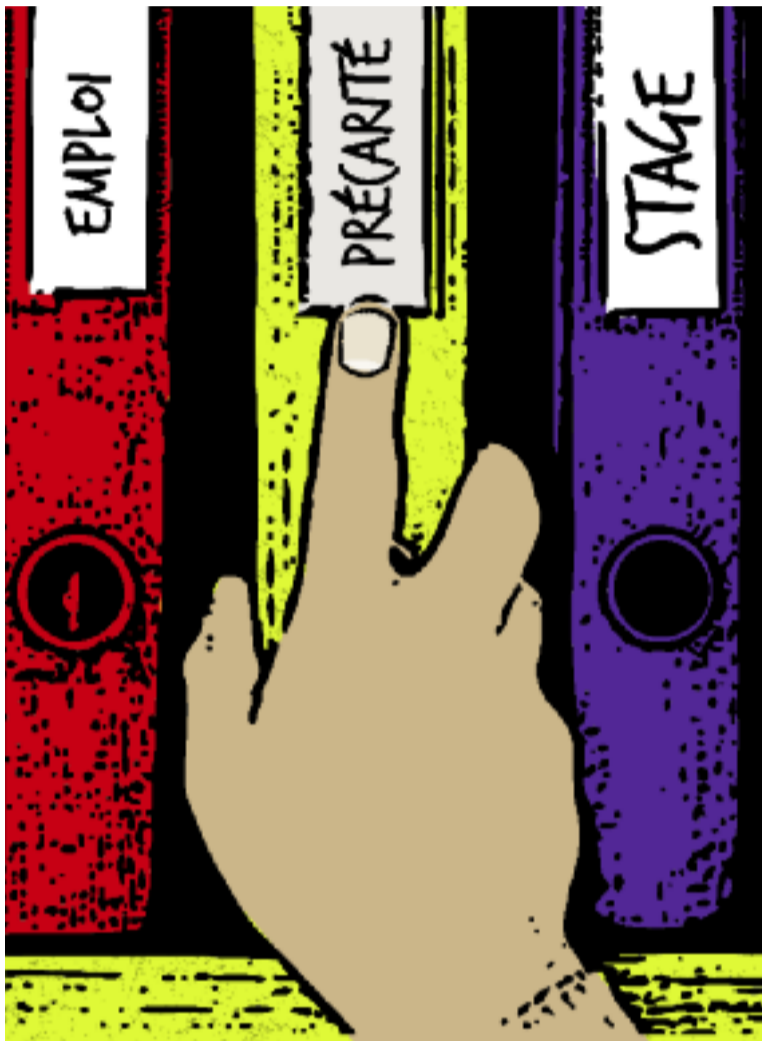


© DR

Pour Sevil et pour exiger d'autres engagements du gouvernement français, une pétition à signer sur www.etudiants-communistes.org

MORT DE L'INDUSTRIE ET DU CDI, UN AVENIR RADIEUX !

Le conseil des ministres du 6 mars, préférant les actionnaires aux travailleurs (200 000 manifestants dans toute la France), fait la proposition de retranscrire dans le droit l'accord national interprofessionnel du 11 janvier, de soi-disant « sécurisation » de l'emploi, qui en fait, favorise licenciements, fraudes patronales, recrutements au rabais, avec, en prime, des nouvelles mesures d'exception pour la jeunesse.



Elle prévoit, entre autres, d'exonérer de 4 mois de cotisation les entreprises qui embauchent en CDI un moins de 26 ans. Coût de la mesure : 140 millions d'euros. La situation justifie-t-elle un tel besoin de subventionner l'embauche de jeunes ? Sommes-nous si incapables, sous-qualifiés, tire-au-flanc ? La réponse ne souffre d'aucune contestation possible : débordants d'énergie et d'idées pour le présent et l'avenir, nous sommes une génération qui n'a jamais été aussi qualifiée !

D'ailleurs, le patronat est tout à fait conscient du rôle primordial que doit jouer la jeunesse. En témoigne le résultat de la recherche « jeunes et industrie » sur Google : deux premières pages remplies d'opérations séduction de l'UIMM de syndicats patronaux auprès des jeunes. Seulement, leur but n'est pas de préparer l'avenir industriel du pays au profit de tous mais de nous utiliser pour casser le code du travail. Il leur faut, pour cela, une main d'œuvre servile, précaire et qui sache obéir avec plaisir au diktat du patron.

Voilà pourquoi on nous parle de diminution du « coût du travail », de ralentissement d'activité, de mobilité forcée. Voici pourquoi on

nous propose stages et formations en alternances sous-payés suivis de périodes d'intérim, de CDD et de... chômage. Le chômage, loin d'être une fatalité, est pour eux un véritable outil : plus nous sommes nombreux au chômage, plus nous sommes contraints d'accepter ces dégradations ; et plus nous sommes précaires, plus nous nous retrouvons au chômage facilement...

... leur but n'est pas de préparer l'avenir industriel du pays au profit de tous mais de nous utiliser pour casser le code du travail.

Depuis plus de 20 ans, ce choix conscient du patronat, avec le mythe de la société de services, sert de prétexte à la casse de notre

industrie. Ce sont bel et bien le gel des investissements, l'abandon de la recherche, de la formation pour le tout-profit qui nous ont précipités dans la crise. Mais la succession de plans de licenciements, de Sanofi à PSA en passant par Mittal, démontre bien que le patronat ne souhaite pas changer de cap et pour cause : il ne s'est jamais autant enrichi.

Nous avons besoin d'industries nombreuses, innovantes, créatrices d'emplois et dont les richesses et connaissances produites serviront à l'ensemble de la société. Une industrie motrice de l'économie française, assurant un avenir pérenne pour l'ensemble du pays. Pour cela, nous devons permettre aux salariés de maîtriser leur outil de production en leurs donnant de nouveaux droits au sein même des entreprises. Nous avons besoin d'imaginer un autre futur que celui qu'ils nous proposent, et de nous organiser pour le réaliser. ■

Vincent Marc

APPRENTISSAGE : CHANGEONS DE MÉTHODES !

Les jeunes sont les premiers à payer le prix des licenciements boursiers et délocalisations, qui impactent bien sûr les jeunes en recherche d'emploi, mais également les jeunes en formation : fermer les usines d'un territoire, c'est couper la possibilité aux lycéens, aux étudiants, à tous les jeunes en formation de trouver un métier dans la filière qu'ils ont étudié.

« **N**o soucy » nous dit-on, continuons de « fermer les formations qui sur un territoire, ne déboucheront pas sur un emploi » ! Voilà comment en prenant le problème à l'envers, le gouvernement prétend mettre en adéquation les formations et le monde du travail. Autrement dit, plus question de financer des formations qui ne seront pas rentables immédiatement. Mais si nos entreprises ferment les unes après les autres, quel boulot nous reste-t-il, et quelles filières vont s'ouvrir ? Pour achever cette casse méthodique, quoi de mieux que de renvoyer la gestion des filières professionnelles aux régions ? Ainsi, les régions étouffant déjà du

Si nos entreprises ferment les unes après les autres, quel boulot nous reste-t-il, et donc quelles filières vont s'ouvrir ?

manque de moyens, se voient rajouter de nouvelles compétences. En se désengageant financièrement et politiquement, l'État rompt ainsi avec une politique nationale ambitieuse pour la réussite de tous.

Concernant l'apprentissage, si la loi de refondation de l'école enterme l'apprentissage à 14 ans, pour les troisièmes ça sera LA solution contre le décrochage scolaire (140 000 décrocheurs selon Peillon). Ainsi, avant la fin de la scolarité obligatoire, l'éducation nationale vous « permet » de mettre un pied dehors, d'être une main d'œuvre peu chère, dont l'embauche est soutenue par de grasses rémunérations de l'état et des collectivités. Cette forme d'insertion professionnelle a des conséquences drama-

tiques : alors que les jeunes sont nombreux à l'envisager comme une nouvelle chance d'apprendre un métier, de trouver un emploi, 50% de ces contrats sont pourtant rompus avant leur terme, par l'entreprise elle-même. Bien loin d'une formation qualifiante, pour ces jeunes, qui ont eu un accès restreint à l'éducation, dépourvus de leurs droits, ne sont considérés que comme des kleenex que l'on peut utiliser-jeter avant la fin de leur formation, pour obtenir de nouvelles aides financières et un autre salarié à seulement 20% du SMIC.

Posons ces questions dans le bon sens ! Les formations ne doivent pas répondre aux besoins des actionnaires, puisque celui-ci va dans le sens du chômage, de la précarité à

tous les niveaux. Nous n'avons nul intérêt à répondre à leurs exigences de profit, contradictoire avec celle de progrès social et d'émancipation. L'enjeu est bien de construire un système qui tienne en son cœur les besoins sociaux, plutôt que les caprices du cours de la bourse, qui ne permet pas à chacun de réaliser son projet professionnel. Ils nous faut un service public de l'orientation et de la formation, et un statut social permettant à tous les jeunes de construire leur avenir dans la sécurité, en étant des acteurs émancipés dans leur travail. En effet, là est toute la question : veut-on nous apprendre à travailler, ou à être précaires ? ■

Mylène Cala



AVEC L'ANI, LE TRAVAIL, C'EST LA MALADIE ?

Dans le cadre des débats autour de l'ANI, qui marque le retour des accords « compétitivité-emploi » proposés par Sarkozy en 2012, l'un des « argument-massue » concerne la généralisation des complémentaires santé d'entreprise financées à 50% par les employeurs. Ceci correspond en effet à un grand besoin puisque 4 millions de personnes y renoncent en raison de leur coût trop important.

Grosse ombre au tableau : ceci est conditionnel et renvoyé à de futures négociations, les patrons profitent de cette « harmonisation » pour rabaisser leur participation à ce financement qui est actuellement de 57%, et pour s'arroger le droit de choisir une compagnie privée d'assurance maladie : les caisses solidaires se verraient confisquer quelques 4 milliards d'euros, et les compagnies privées pourront dévorer ce marché juteux que constitue notre santé. Reste à préciser que les entreprises de moins de 50 salariés ne seraient pas couvertes par un dispositif dont le panier de soins minimum serait faible.

En effet, depuis quelques années, les tarifs des complémentaires santé ne font qu'augmenter en parallèle des remboursements de plus en plus nombreux de la sécurité sociale. Qui ignore encore l'existence du « trou de la sécu » ? La réalité est bien plus complexe : en théorie, la sécurité sociale serait excédentaire. Si on mettait fin au non-versement des taxes qui sont sensées lui revenir, sur l'alcool, le tabac, les industries polluantes et bien d'autres encore, si on revenait sur 30 ans d'exonérations en tout genre pour les patrons, le trou de la sécu serait plus que comblé, grâce à ces quelques 20 milliards d'euros ! Les salariés qui se reposent plus longtemps et qu'on nous montre du doigt comme des « fraudeurs », responsables de tous les maux de la terre, ne représentent qu'à peine le dixième de cette somme, pour les estimations les plus hautes. Si nous allions chercher vraiment l'argent où il est, les complémentaires santé n'auraient pas vu leur prix s'enflammer, les soins pourraient être remboursés pour tous, au lieu de devenir un privilège comme aujourd'hui.

Ainsi, comme toujours, en se servant de la crise pour apeurer les salariés, on nous fait croire que les cotisations à la sécurité sociale, ce que les patrons appellent des « charges sociales », pèsent trop

lourd sur les entreprises. Or, force est de constater que la somme qu'ils lui versent (145 milliards), est deux fois moins élevée que celles versée aux actionnaires (301 milliards). De même que pour la retraite, on nous dit de travailler davantage pour la financer, tout en supprimant sans cesse ses financements (taxes, cotisations...) ! Ce qui est visé, à terme, sous couvert d'avancées pour le rétablissement de l'économie, c'est la remise en cause de la sécurité sociale, en tant que système solidaire et révolutionnaire : « de chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins », pour faire de la santé un marché économique permettant à de grandes compagnies de s'enrichir. La mobilisation se poursuit, affaire à suivre... ■

Marine Jardel

Si on revenait sur 30 ans d'exonérations en tout genre pour les patrons, le trou de la sécu serait plus que comblé !



Interview

Jean-François Bolzinger,
dirigeant de l'Ugict-CGT

« La sortie de crise passe par la revalorisation du travail ! »

Avant-Garde : Accords de « sécurisation de l'emploi », souffrance au travail, licenciements massifs et chômage croissant font la une de l'actu. Vous faites un constat sans appel de ce que vous appelez le « Wall Street Management ». Quels en sont les caractéristiques ?

Jean-François Bolzinger : C'est le support de pilotage et d'organisation du fonctionnement des entreprises pour financiariser le travail. Tout entier tourné vers le dégagement du maximum de marge pour l'actionnaire [...] ce système provoque des drames humains, des gâchis économiques et environnementaux considérables. [...] Ce mode de management hyper-rationalisé élimine tous les volets relationnels et démocratiques en faisant fi du contenu et du sens du travail. Il évacue les relations sociales dans l'entreprise, la place de l'humain. Même pour les salariés les plus qualifiés, il n'y a pas de place pour leur rôle contributif. C'est l'obligation de loyauté qui prime envers la stratégie définie unilatéralement par l'employeur. Ce mode de management pressurise, exclut et crée du chômage. Il déshumanise l'entreprise et engendre suicides et atteintes à la santé. Ce management financier tue le travail et tue au travail.

AG : Vous demandez qu'on fasse vivre le « bien travailler » (le titre de votre dernier ouvrage). Concrètement, comment peut-on y parvenir ?

J-F B : Pour définanciariser le travail et l'entreprise, nous proposons de nous atteler à revaloriser le travail et d'intervenir dans la gestion de l'entreprise et l'économie. Les pleins pouvoirs aux actionnaires, ça suffit ! Trois axes pour changer le travail : 1• reconnaissance du travail, des qualifications, des

responsabilités, [...] ; 2• défense et la conquête de droits démocratiques d'expression et d'intervention dans l'entreprise, individuels et collectifs, [...] ; 3• la conjugaison dans toutes les décisions des aspects sociaux, économiques et environnementaux ; [...] Aujourd'hui, le mal-travail domine puisqu'on demande aux salariés de sacrifier la qualité pour faire du fric, de ne pas utiliser toute leur intelligence : « Laissez-nous bien travailler » c'est se réapproprier le travail y compris comme source d'épanouissement.

" Laissez-nous bien travailler " c'est se réapproprier le travail y compris comme source d'épanouissement.

AG : Ces nouveaux critères d'organisation du travail sont-ils déjà présents dans certaines entreprises et font-ils l'objet de luttes des salariés ?

J-F B : Même si elles ont toutes leurs limites, beaucoup de pratiques et d'expérimentations sont à l'œuvre pour libérer le travail de la gangrène financière. Elles ont toutes en commun de chercher à libérer la créativité et le libre-arbitre des salariés, de

favoriser l'intervention dans la gestion, de tourner le dos aux stratégies de court-terme et de financiarisation. [...] Nous avons aussi relevé dans le privé des exemples de management plus coopératif, solidaire, démocratique conjugués à l'efficacité économique. [...] L'avenir de l'industrie et des services en France, de notre système productif suppose de rompre avec la logique mortifère de baisse du prix du travail et de promouvoir une logique d'investissement dans les qualifications, l'innovation, le partage du savoir, un mode de développement fondé sur l'humain.

Propos recueillis par
Robin Salcroix



« Laissez-nous bien travailler , Manager sans Wall Street »

par Marie-José Kotlicki
et Jean-François Bolzinger
Editions de l'Atelier

Retrouvez l'intégralité de cet
interview sur www.lavantgarde.fr

LA JUPETTE AU HANDBALL ? C'EST NON !

En février, la page web « Femmes de sport » informait qu'une réflexion de la Ligue Féminine de Handball et des clubs sur le port obligatoire de la « jupette » était en cours. Cette annonce, informelle puisque n'émanant pas de la Ligue, n'a pas tardé à faire du bruit...

Face au tollé déclenché chez les joueuses dénonçant l'absence de consultation, le journal l'Équipe annonce l'abandon du projet. Faire dépendre la popularité du handball féminin de mises en scène faisant des joueuses des objets de désir et faire passer le sexe avant les performances, c'est raté. Ceci questionne la vision que les responsables de la LFH portent sur leurs joueuses, et leur place dans les instances démocratiques.

Avant Garde : Quels étaient vos arguments ?

Léa Terzi (Dijon) : Je n'aime pas trop l'idée que les spectateurs ou les partenaires vont affluer si nous portons une jupe. C'est dégradant et ce n'est pas pour ces valeurs que j'ai choisi de faire du handball. Est-ce que si l'on imposait aux entraîneurs le costume-cravate, comme on peut le voir au Basket, ils seraient tous d'accord ?

Gervaise Pierson (Metz) : Je trouve ça complètement rétrograde ! On fait un bond de 100 ans en arrière ! On va vendre la joueuse comme « femme objet » aux longues jambes musclées... Où est la place

Être des filles on sait très bien le faire en dehors des terrains. Quand on arrive en match on est des guerrières !

du sport là dedans?! On impose une tenue (peu confortable) aux femmes sans tenir compte de leur avis... Comme quand les femmes n'avaient pas le droit de porter de pantalon sans un accord écrit (de leur mari?) ! Allez faire ça avec des hommes, vous allez voir comment vous allez être reçu! Mais avec des femmes ça gêne personne, c'est même normal !

Certaines joueuses se sentent peut-être mal dans leur peau, mais ça les présidents s'en fichent apparemment... Pourtant se sentir bien dans ses baskets sur le terrain, ça aide à réaliser des perf's non?!

AG : Peut-on tout faire au nom du marketing ?

L. T. : Non. Je dois reconnaître qu'il y a eu un gros progrès en terme de communication depuis que nous sommes passées en Ligue Professionnelle. En remettant le port de la jupe en cause, je ne veux pas cracher sur tout le travail qui a été fait. Mais vouloir nous imposer une tenue vestimentaire sans même nous consulter, je trouve cela maladroit.

Audrey Deroin (Toulon) : Si les gens pensent que pour remplir les salles il faut jouer en jupe, c'est leur stratégie, pas la stratégie des joueuses ! Au contraire le public vient pour l'ambiance de l'arène, le spectacle et le combat ! Jouer en

jupe nous fera passer pour de gentilles petites filles ou alors au contraire l'image clichée des filles dans une arène ! Être des filles on sait très bien le faire en dehors des terrains. Quand on arrive en match on est des guerrières !

G. P. : Notre corps nous appartient et ce n'est pas sur ça qu'on doit faire du marketing! Sinon on va bientôt se retrouver en brassière!

Propos recueillis par Mejdaline Mhiri

Retrouvez l'intégralité de ces interview sur www.lavantgarde.fr

FOOT BUSINESS :

LA DÉRIVE D'UN SPORT POPULAIRE

La course au profit a profondément transformé le sport et en particulier le football. Un sport aussi populaire, soulevant de telles passions, il n'en fallait pas plus pour que les spéculateurs se l'accaparent, construisant ainsi le « Foot Business ».

Aujourd'hui, équipe de haut niveau rime avec investissement massif. En témoignent les transferts de Cristiano Ronaldo à Madrid pour 93,5 Millions d'Euros ou le salaire de 14 Millions d'Euros par an de Zlatan Ibrahimovic à Paris. Cela, au détriment des plus petites structures pour qui il est impossible de suivre le rythme des multimillionnaires et gros groupes financiers qui allongent toujours plus d'argent afin de s'offrir les « pointures ». Il ne s'agit plus que de cela : investir pour dégager un max de profits ! Appâtés par de gros salaires, les joueurs ne sont pour les clubs que des objets rentables qu'ils possèdent et échangent.

Nous voilà engagés dans une boucle infernale « court-termiste » qui laisse les supporters comme seul point d'ancre du développement d'un club. Starification, sur-médiatisation et dérives financières dérangent la frange de supporters

les plus actifs : les ultras. Alors, quoi de plus logique que de chercher à se débarrasser de ces passionnés et de les remplacer par des consommateurs bien plus rentables ? C'est bien là qu'est l'enjeu : construire des stades

Appâtés par de gros salaires, les joueurs ne sont pour les clubs que des objets rentables qu'ils possèdent et échangent.

géants, les remplir de clients prêts à payer cher leurs places et à consommer quantité de produits dérivés. Un public qui va au stade pour assister à un spectacle, qui recherche le beau-jeu et ne se déplace pas sous la pluie ou pour une équipe « bas de gamme ». A Nice, Christian Estrosi a fait construire l'« Allianz Riviera » (dont le nom symbolise bien la visée) en partenariat avec Vinci. Ce stade aura ses propres galeries marchandes et des loges discothèques pour un coût total de 245 millions d'euros alors que dans le même temps, les jeunes de la ville se disputent les quelques terrains disponibles.

La situation française n'est pas unique, elle s'inscrit dans une mutation au niveau européen (et mondial) du foot et du sport professionnel. Des investisseurs importent de plus en plus de « stars » européennes pour les faire jouer en Asie, aux Etats Unis ou au

Moyen-Orient afin de remplir les stades et toucher le jackpot.

Dans ce contexte comment pouvoir espérer revenir vers un sport plus honnête et moins tourné autour du profit à outrance ? La solution est inscrite dans le passé du football français. Il fut un temps où les clubs de foot dédiaient une part plus importante de leur budget à la formation des jeunes et reversaient

une partie des bénéfices aux collectivités locales pour développer le monde amateur. Le rôle de l'Etat, bien plus que d'alimenter une vitrine de star-system pour le football professionnel, devrait se concentrer au développement du vrai foot, pour lui redonner son vrai sens : le foot amateur et populaire.

Dani Aabye



JANVIER 2010, JANVIER 2013 :

TROIS ANS DE PROCESSUS RÉVOLUTIONNAIRE EN TUNISIE

Alors que la France est engagée dans une guerre au Mali et qu'elle prépare une intervention militaire en Syrie, arrêtons-nous sur la manière dont les médias s'emparent de cette actualité et multiplient les amalgames. La guerre faite aux « terroristes », l'islamisme politique en Tunisie ou encore la folie meurtrière de Merah entretiennent le fantasme d'une « menace islamiste » générale. Ces discours alarmistes occultent littéralement des réalités bien plus complexes dans tous ces pays.

En centrant avec mépris le regard sur l'islamisme et en servant une pensée à sens unique, nos médias omettent de parler des luttes toujours prépondérantes dans ce pays. Les médias et la classe dominante jugent bien plus intéressant de parler des islamistes au pouvoir en Tunisie et d'entretenir la peur en

France que de démontrer que dans ce même pays, les aspirations démocratiques et progressistes ne cessent d'avancer. Ainsi, après l'assassinat de Choukri Belaid, secrétaire général du Parti des Patriotes démocrates unifiés et leader du Front de Gauche, de nombreuses manifestations verront le jour ; non seulement pour rendre hommage à l'homme mais aussi pour remettre en cause le Parti Ennahda à la tête du pays et sa politique réactionnaire. Ces mobilisations sont en réalité au cœur d'une multitude de processus qui bouleversent la Tunisie.

Le premier, c'est la très forte aspiration à vivre mieux. Bien au-delà des religions, ce qui

compose un destin commun aux peuples autour de la méditerranée aujourd'hui, c'est d'avoir à affronter le chômage et la misère croissante. Les cris de colère ou de détresse exprimés dans les rues de Tunisie sont ceux de milliers de jeunes au chômage et sans avenir. Ce sont ceux des syndicalistes de l'UGTT qui descendent par milliers dans la rue avec leurs collègues pour conquérir de meilleures conditions de travail et d'existence. Ce qu'il y a de révolutionnaire en Tunisie aujourd'hui, c'est justement cette multitude de mobilisations qui pour aboutir ne connaissent pas de limites. Alors que notre génération a baigné dans les discours racistes nés dans l'après 11 septembre dans la vision fantasmagorique d'une religion – l'islam – et donc de peuples – arabes, par déclinaison des musulmans –

Ce qu'il y a de révolutionnaire en Tunisie aujourd'hui, c'est justement cette multitude de mobilisations qui pour aboutir, ne connaissent pas de limites.

contraires à la démocratie (avec la cascade d'amalgames que ce raisonnement sous-entend), nous observons à quelques kilomètres de la France, de l'autre côté de la mer, un formidable mouvement d'émancipation qui fait chuter les dictateurs quand leurs gouvernements refusent toujours les avancées que les peuples exigent. C'est une vieille recette colonialiste et méprisante des forces de résistance et de progrès en Tunisie et dans bien d'autres régions que nous servent nos grands médias nationaux. Cela a des répercussions directes sur les rapports sociaux, où la peur prend la place de la critique, où le « chacun pour soi » devance la solidarité face à la crise.

Thomas Roger-Moellic



Retrouvez l'intégralité de tous les articles et interview sur le site www.lavantgarde.fr

Articles sur la politique française, européenne, internationale, sur les mobilisations de la jeunesse, les questions de société, la culture et les loisirs.

UN JOURNAL POUR EN APPRENDRE DAVANTAGE,

POUR ABORDER DES QUESTIONS NOUVELLES, MAIS AUSSI POUR PARTICIPER !

AvantGarde

Le site est constamment alimenté de contributions de jeunes de toute la France et même d'ailleurs, pourquoi pas la tienne ?

Retrouve-nous aussi sur www.facebook.com/lavantgarde.org

TOUT LE MONDE CHERCHE LA BONNE
FAÇON DE PRODUIRE DE L'ÉLECTRICITÉ.
POUR NOUS, LA BONNE,
C'EST D'EN AVOIR PLUSIEURS.

Les besoins en électricité vont doubler, d'ici à 2050, dans le monde.

Pour les satisfaire, il n'y a pas une énergie miracle.

La solution, c'est un mix énergétique qui combine différentes sources
de production, nucléaire, thermique et renouvelables.

edf.com